

PREFECTURE DE LA DROME

Valence, le 14 novembre 2008

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DES  
COLLECTIVITÉS ET DES TERRITOIRES  
Bureau de de l'Environnement  
AFFAIRE SUIVIE PAR :  
Brigitte BAUSSART  
TEL : 04 75 79 28 69  
FAX : 04 75 79 29 49  
✉ : brigitte.baussart@drome.pref.gouv.fr

**A R R E T E n°08-5059**

**autorisant la Société LAFARGE GRANULATS SUD (LGS)  
à exploiter une carrière alluvionnaire sur le territoire  
de la commune de Saulce Sur Rhône**

**La Secrétaire Générale  
chargée de l'administration de l'Etat dans les Département**

- VU le Code de l'Environnement, livre II et V titre 1<sup>er</sup> de la partie législative et l'article R 512 de la partie réglementaire ;
- VU la nomenclature des installations classées, notamment la rubrique 2510-1 ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU l'arrêté interministériel du 1<sup>er</sup> février 1996, modifié par l'arrêté du 30 avril 1998, fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévues à l'article R 516-2 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté n° 3991 du 17 juillet 1998 approuvant le schéma départemental des carrières ;
- VU l'arrêté n° 1702 du 06 mai 1999 autorisant la société LAFARGE GRANULATS RHÔNE AUVERGNE à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Saulce Sur Rhône, aux lieux-dits " les Iles Sud et les Iles Nord " ;
- VU la demande déposée en préfecture le 30 novembre 2007 par laquelle la société LAFARGE GRANULATS RHÔNE AUVERGNE sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière, sur le territoire de la commune de Saulce-Sur-Rhône, pour une superficie globale de 8 ha 61 a 50 ca ;
- VU le changement de dénomination social de la société LAFARGE GRANULATS RHÔNE AUVERGNE qui devient, en juillet 2008, la société LAFARGE GRANULATS SUD ;

- VU l'arrêté préfectoral en date du 23 janvier 2008 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 03 mars 2008 au 05 avril 2008, sur le territoire des communes de Saulce-sur-Rhône, Loriol, Cliousclat, Baix, Le Pouzin, Rompon, Saint-Julien-en-Saint-Alban et Saint-Lager-Bressac ;
- VU les plans, renseignements, engagements joints à la demande susvisée, et notamment l'étude d'impact, ainsi que les mémoires en réponse remis par le pétitionnaire en cours de procédure ;
- VU l'étude d'évaluation des incidences du projet au regard des objectifs de conservation du site Natura 2000, n° FR 820 1677 (habitats faune-flore) et FR 8122010 (oiseaux) ;
- VU le Plan d'Occupation du Sol de la commune de Saulce-sur-Rhône ;
- VU les avis et observations exprimés lors de l'enquête réglementaire ;
- VU les conclusions et avis du commissaire enquêteur ;
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées de l'Ardèche, en date du 26 août 2008 ;
- VU l'avis de la Commission Consultative Compétente réunie le 13 octobre 2008 ;

**CONSIDERANT** que la demande par laquelle la société LAFARGE GRANULAT SUD sollicite de déroger à la règle de protection de la bande des dix mètres à des fins d'exploitation et de remise en état, au niveau de la parcelle 4, section ZR, du projet d'extension et des parcelles 5 et 6, section ZR, autorisées par arrêté préfectoral n° 1702 du 6 mai 1999, est recevable juridiquement et pertinente techniquement ;

**CONSIDERANT** les réserves exprimées par la direction régionale de l'environnement dans son avis quant à la pertinence de l'étude d'impact et l'évaluation des incidences de l'exploitation des zones affectant le site Natura 2000 ;

**CONSIDERANT** les réserves exprimées par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt dans son avis du 1<sup>er</sup> avril 2008, relatif à l'absence d'analyse des effets cumulés sur l'environnement des extractions antérieures ;

**CONSIDERANT** de ce fait que l'exploitation sur les zones affectant directement le site Natura 2000 ne pourra intervenir que sous réserve de la mise en place de solutions garantissant la préservation ou la reconstitution des milieux humides ;

**CONSIDERANT** que les mesures de remise en état après exploitation et de réduction et de suivi des impacts environnementaux mises en place par le pétitionnaire sont de nature à lever les réserves exprimées ci-avant ;

**CONSIDERANT** qu'il apparaît pertinent à l'inspection, notamment avec l'objectif de remise en état coordonnée, de fonder les prescriptions techniques de l'arrêté du 06 mai 1999 dans le présent arrêté ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de la carrière et de ses installations annexes, eu égard aux intérêts mentionnés à l'article L.512-1 du code de l'environnement ;

Le demandeur entendu ;

**SUR** proposition de madame la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

## **ARRETE**

### **TITRE I - DONNÉES GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION**

#### **Article 1 : Autorisation**

**1.1 LA SASU LAFARGE GRANULATS SUD (LGS)**, dont le siège social est situé rue René Descartes, parc de la Duranne, 13594 Aix-en-Provence, est autorisée, sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté :

- à exploiter une carrière alluvionnaire sur le territoire de la commune de Saulce Sur Rhône, aux lieux-dits " les Iles Sud et les Iles Nord" ;
- à déroger à la règle de protection de la bande des dix mètres au niveau de la parcelle 4, section ZR, du projet d'extension, et des parcelles 5 et 6, section ZR, autorisées par A.P n° 1702 du 6 mai 1999 ;
- d'exploiter et remettre en état la bande de retrait des dix mètres jouxtant la parcelle 4, section ZR, du projet d'extension

La superficie globale de l'emprise de la carrière est de 35 ha 22 a 87, dont 08 ha 61 a 50 ca pour l'extension 2008, dans les limites définies sur le plan joint en annexe 1 au présent arrêté.

Nature des activités relevant de la nomenclature ICPE	Volume des activités	N° de nomenclatur e	Classement
Exploitation d'une carrière alluvionnaire	Capacité maximale de production : 250 000 tonnes/an	2510-1	A

L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de la demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Le présent arrêté vaut autorisation au titre des dispositions du code de l'environnement relatives à l'eau.

Les prescriptions techniques de l'arrêté n° 1702 du 6 mai 1999 sont abrogées.

## **Article 2 : Caractéristiques de l'autorisation**

### **2.1 : Exploitation autorisée par arrêté n° 1702 du 6 mai 1999**

Les parcelles autorisées en exploitation étaient :

secteur	section	parcelles
Les Iles Nord	ZR	5
		6
		7pp
		22
		23
Les Iles Sud	ZS	17
		18
		19pp
		21
		32

L'exploitation de ces parcelles sera terminée au plus tard le 6 mai 2009 et la remise en état devra être terminée au plus tard 3 ans à compter de la notification du présent arrêté.

### **2.2 : Extension de la carrière**

L'exploitation de l'extension porte sur les parcelles :

secteur	section	parcelles
Les Iles Nord	ZS	27
	ZS	14
	ZS	15
	ZS	33
	ZS	29
Les Iles Sud	ZR	4

### **2.3 : Limites de l'autorisation**

L'autorisation est accordée pour une durée de 3 ans à compter de la notification du présent arrêté, remise en état incluse.

Elle est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit à la propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire.

La carrière doit être implantée, exploitée et remise en état conformément aux plans et données contenues dans le dossier de la demande en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

La présente autorisation relative à l'extension vaut pour une exploitation de sables et graviers selon le plan de phasage joint en annexes 2 au présent arrêté et devant conduire en fin d'exploitation à une remise en état par la réalisation de deux plans d'eau à vocation écologique suivant les plans et schémas joints en annexes 3,

#### 2.4 : Caractéristique de l'exploitation (extension 2008)

	Extension Nord	Extension sud
Superficie cadastrale totale	6 ha 63 a 85 ca	1 ha 97 a 65 ca
Superficie exploitable	4 ha 84 a 50 ca	1 ha 16 a 30 ca
Côte moyenne du TN	84,50 mètres NGF	83,50 mètres NGF
Profondeur maximale atteinte par les engins d'extraction	75,50 mètres NGF	74,80 mètres NGF
Epaisseur moyenne de la découverte	Entre 2,40 et 2,80 mètres	3,20 mètres
Epaisseur moyenne du gisement	Entre 5,50 et 6 mètres	5,70 mètres
Epaisseur moyenne du gisement hors d'eau	Entre 0 et 3 mètres	Entre 0 et 2 mètres
Epaisseur moyenne du gisement en eau	Entre 3 et 5 mètres	Entre 3 et 5 mètres
Réserve de matériaux	515 000 tonnes	

La superficie globale exploitable est de 06 ha 00 a 80 ca y compris la bande de retrait des 10 mètres des parcelles mitoyennes.

## TITRE II - RÉGLEMENTATIONS GÉNÉRALES ET DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

### Article 3 : Réglementations et police des carrières

#### 3.1 : Réglementation générale

L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières est applicable à cette exploitation.

#### 3.2 : Police des carrières

L'exploitant est également tenu de respecter les dispositions prescrites par :

- les articles 87, 90, et 107 du Code Minier,
- le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du Code Minier,
- le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives (RGIE).

Conformément à l'article 7 du décret n° 99-116, l'exploitant doit adresser au préfet, trois mois avant le début des travaux d'extraction, le document de sécurité et de santé relatif à la carrière et ses installations annexes.

#### **Article 4 : Directeur technique - Consignes - Prévention - Formation**

Le titulaire de l'autorisation d'exploiter doit déclarer au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement :

- le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux,
- les entreprises extérieures éventuellement chargées de travaux et de tout ou partie de l'exploitation.

Il rédige par ailleurs le document de sécurité et de santé, les consignes, fixe les règles d'exploitation, d'hygiène et de sécurité. Il élabore les dossiers de prescriptions visés par les textes.

Il porte le document de sécurité et de santé, les consignes et dossiers de prescriptions à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être et des entreprises extérieures visées ci-dessus, les tient à jour, et réalise une analyse annuelle portant sur leur adéquation et sur leur bonne application par le personnel.

Une formation à l'embauche et une formation annuelle adaptées sont assurées à l'ensemble du personnel.

Le bilan annuel des actions menées dans les domaines de la sécurité et de la protection de l'environnement, et la liste des participants à ces actions et formations, sont tenus à la disposition des inspecteurs de la DRIRE.

#### **Article 5 : Clôtures et barrières**

Une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation, doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction et de toute zone présentant un danger vis à vis des tiers, et, en particulier, pour interdire l'accès à partir de la route desservant le site.

Cette clôture doit être composée de trois fils au maximum. Les poteaux doivent être espacés d'au moins trois mètres sans fondation faisant saillie sur le sol naturel.

L'entrée de la carrière est matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.

#### **Article 6 : Dispositions préliminaires**

##### **6.1 : Information du public**

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

##### **6.2 : Bornage**

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; une borne, au moins, sera rattachée au référentiel NGF.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

### **6.3 : Eaux de ruissellement**

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article 2 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone. Les eaux recueillies dans ce réseau seront dirigées vers un bassin de décantation régulièrement entretenu et curé.

### **6.4 : Accès**

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique et conformément au dossier de demande. L'accès à la carrière est contrôlé durant les heures d'activité.

### **6.5 : Déclaration de début d'exploitation**

Avant de débiter les travaux d'extraction sur les parcelles citées à l'article 2.2 (extension), l'exploitant doit procéder à la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article R 512-4 du code de l'environnement.

Cette déclaration est accompagnée du document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans l'annexe 4 jointe au présent arrêté. Dans cette déclaration l'exploitant justifie la réalisation préalable des travaux mentionnés aux articles 4, 5, 6.1 à 6.4 et 17.

## **TITRE III - EXPLOITATION**

### **Article 7 : Dispositions particulières d'exploitation**

#### **7.1 : Défrichage, décapage des terrains**

Le déboisement et le défrichage éventuels, sont réalisés par phases progressives correspondant aux besoins de l'exploitation.

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Il est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

Le pétitionnaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour lutter contre la colonisation par l'ambrosie des stockages de terres.

#### **7.2 : Patrimoine archéologique**

Toute découverte de vestiges archéologiques en cours d'exploitation est signalée sans délai à la mairie et à la direction régionale des affaires culturelles, avec copie à l'inspecteur des installations classées.

### 7.3 : Extraction en nappe alluviale

Les extractions en nappe alluviale dans le lit majeur ne doivent pas créer de risque de déplacement du lit mineur ni faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles.

La distance minimale séparant les limites de l'extraction des limites du lit mineur du Rhône est de 50 mètres.

### 7.4 : Abattage à l'explosif

Les tirs de mines sont interdits.

### 7.5 : Conduite de l'exploitation

L'exploitation est conduite selon la méthode définie dans le dossier de demande d'autorisation, en deux phases successives, selon les grandes lignes définies ci-après :

- partie nord : 1 phase durée 2 ans,
- partie sud : 1 phase durée 3 mois.

L'extraction est menée à ciel ouvert et en eau, sans rabattement de nappe.

Les matériaux sont extraits à l'aide d'une pelle hydraulique, puis repris par une chargeuse.

Les matériaux extraits sont acheminés vers l'unité de traitement situé à l'extérieur de l'emprise de la carrière.

Les matériaux seront stockés sous forme de cordons parallèles au sens d'écoulement de l'eau en période de crue.

### 7.6 : Mesures particulières de protection des milieux pendant l'exploitation

L'exploitant mettra en place les mesures suivantes :

- Suivi du niveau piézométrique mensuel ;
- mise en place dans chaque plan d'eau d'une échelle limnimétrique ;
- Suivi semestriel de la qualité des eaux souterraines ;
- Abattage des poussières par arrosage des pistes par camion citerne ;
- Conservation des zones boisées existantes hors périmètre de l'exploitation ;

### 7.7 : Aménagements hydrauliques

Afin de réduire l'impact de la carrière sur les inondations, l'exploitant réalisera les aménagements hydrauliques suivants :

Mise en communication	Pk CNR (km)	Cote radier (NGF)	Largeur radier	Longueur chenal (m)	Pente talus
N° 8 - vieux Rhône / plan d'eau Nord	137,51	84 (TN - 15 m)	15	40 à 60	2/1
N° 7 - vieux Rhône / plan d'eau "Boisson"	139,70	81.30 (TN - 2 m)	15	100	2/1



N° 1 – berge abaissée entre le plan d'eau "Caire" et plan d'eau " Salle Roussel" + chenal d'équilibre	138	Berge de séparation abaissée à la cote 82,60 NGF sur un linéaire de 250 m selon profil actuel. Chenal d'équilibre à créer au niveau du point bas : largeur 15 m, cote radier 81,50 NGF
---	-----	--

Le plan correspondant est joint en annexe 5 au présent arrêté,

#### **7.8 : Distances limites et zones de protection**

L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace, et le danger est signalé par des pancartes.

La distance minimum entre les limites d'extraction et les propriétés voisines et routes est au moins égale à 10 mètres. Cette distance est reportée à :

- pour la partie Nord : 50 mètres en retrait de la limite Nord-Ouest de la parcelle n° 27, section ZS (par rapport au lit mineur du Rhône) et 12 mètres en retrait de la digue située en bordure des parcelles de l'emprise Nord ;
- pour la partie Sud : 50 mètres en retrait de la limite Ouest de la parcelle n° 27, section ZR.

Le plan correspondant est joint en annexe 6 au présent arrêté,

#### **7.9 : Registres et plans**

Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et transmis à l'inspecteur des installations classées avant le premier avril de chaque année.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre,
- les bords de la fouille,
- les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs, des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

#### **7.10 : Horaires de fonctionnement**

Les heures normales de fonctionnement des installations sont , les jours ouvrables, de 07 h 00 à 18 h 00.

### **TITRE IV - REMISE EN ETAT**

#### **Article 8**

L'objectif final de la remise en état vise à renforcer la connectivité des différents habitats naturels et développer un réseau mosaïque composé d'habitats aquatiques, boisés et herbacés en facilitant l'extension des habitats naturels limitrophes du site.

#### **8.1 – Principes**

Les grands principes de cette remise en état sont :

- Pour l'emprise Nord :
  - Réalisation d'un plan d'eau à vocation écologique et piscicole, talutage des berges, plantations et engazonnement,
  - Création d'un déversoir d'équilibre avec le Rhône,
  - Création de zones de hauts-fonds temporairement immergés en période de hautes eaux,
  - Création d'une saulaie,
  - Reboisement des rives du plan d'eau avec des essences locales de type saules en partie basse et aulnes en partie haute des rives.
- Pour l'emprise Sud :
  - Réalisation d'un plan d'eau à vocation écologique et piscicole en communication directe avec le point d'eau "Philippon-Martin",
  - Talutage en pente douce de la partie Nord du plan d'eau "Philippon-Martin" ; plantation de saules en partie basse et d'aulnes en partie haute,
  - Boisement de la bande de terrain séparant les plans d'eau "Salle-Roussel" et "Philippon-Martin".
- Aménagement de la rive séparant les plans d'eau "Caire" et Salle-Roussel" :
  - Création d'un déversoir d'équilibre,
  - Abaissement de la séparation entre les deux plans d'eau,
  - Engazonnement de la bande de terre.

Le plan correspondant est joint en annexe 3 au présent arrêté.

## **8.2 – Mesures complémentaires prescrites à l'exploitation des parcelles de l'article 2.2**

Les mesures sont :

- Boisement des délaissés administratifs et des rives du plan d'eau;
- Création d'une saulaie dans la partie Nord du plan d'eau le plus septentrional;
- Clôture des espaces protégés;
- Participation de l'opérateur du site FR 8201677 dans le suivi des travaux de remise en état;

## **8.3 : Cessation d'activité définitive**

Sans préjudice des mesures de l'article R 512- 74 du code de l'environnement pour l'application des articles R 512-75 à R 512-79, l'usage à prendre en compte est le suivant :

- lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt, six mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa de l'article L 511.1.

## **TITRE V - PRÉVENTION DES POLLUTIONS**

### **Article 9 ; Dispositions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Les installations sont entretenues en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

### **Article 10 : Pollution des eaux**

#### **10.1 : Prévention des pollutions accidentelles**

**10.1.1 :** le ravitaillement des engins de chantier est réalisé bord à bord sur le site. Les camions sont pourvus de tous moyens de protection visant à limiter l'épandage de toutes fuites d'hydrocarbures.

**10.1.2 :** Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux de lessivage des sols.

**10.1.3 :** Les produits récupérés en cas d'accident doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

#### **10.2 : Prélèvement d'eau**

Pas de prélèvement d'eau sur le périmètre autorisé par le présent arrêté,

#### **10.3 : Rejets d'eau dans le milieu naturel**

Les eaux de ruissellement de la carrière seront traitées suivant les dispositions de l'article 6.3 du présent arrêté.

Il n'y aura pas de rejet d'eau de process dans le Rhône,

## **Article 11 : Pollution de l'air**

**11.1 :** L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

**11.2 :** En tant que de besoin, des systèmes d'arrosage des stockages et des pistes de circulation sont mis en place, afin d'éviter l'envol de poussières hors du site.

**11.3 :** un réseau de mesure des retombées des poussières dans l'environnement est mis en place. Le nombre de point de mesure sera à minima de deux, choisis en concertation avec l'inspecteur des installation classées;

**11.4 :** La périodicité des contrôles d'empoussiérage sur la carrière est annuelle. Ces contrôles sont effectués selon des méthodes normalisées et par un organisme agréé.  
L'empoussiérage à l'intérieur du périmètre d'exploitation autorisé (concentration moyenne en poussières inhalables) ne peut être supérieur 5 mg/m<sup>3</sup>, mesurée sur une période de 8 heures consécutives.

## **Article 12 : Incendie et explosion**

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur et notamment d'un extincteur dans chaque cabine d'engin de chantier. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

## **Article 13 : Déchets**

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

## **Article 14 : Bruits et vibrations**

D'une manière générale, l'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

### **14.1 : Bruits**

L'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié s'applique à cette exploitation.

Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau ci-après :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h
---	---	---

Supérieur à 35 et inférieur ou égal à	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en tout point de la limite de l'autorisation ne doit pas dépasser, lorsque les installations de traitement sont en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Les installations de traitement des matériaux ne sont pas en fonctionnement les dimanches et jours fériés.

En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches ou habités par des tiers et existants à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation. L'implantation des points de mesure sera établie en concertation avec l'inspecteur des installations classées.

La première mesure de bruit est réalisée six mois au plus après le début d'exploitation des parcelles figurant à l'article 2.2 ci-avant.

Les résultats sont portés à la connaissance de l'inspection dans les deux mois suivant la réalisation des mesures.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation après le 22/10/89 doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95-79 du 23 janvier 1995.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

#### **14.2 : Vibrations**

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

#### **Article 15 : Transport des matériaux**

Le transport des matériaux est réalisé par camions en utilisant le réseau routier existant.

#### **Article 16 : Consignes de sécurité**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions ci-dessus doivent être établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel.

#### **16.1 : Consignes d'exploitation**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites.

## **16.2 : Ravitaillement en carburant des engins**

Le ravitaillement des engins sera effectué bord à bord avec dispositif permettant de collecter les éventuelles fuites.

## **TITRE VI - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

### **Article 17 : Garanties financières**

Avant d'entreprendre les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit fournir le document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans l'annexe 4 jointe.

### **Article 18 : Modification**

Toute modification envisagée par l'exploitant, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **Article 19 : Accident ou incident**

Indépendamment de la déclaration d'accident prévue par les dispositions de police visées à l'article 3.2 ci-dessus, tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511,1 du code de l'environnement doit être signalé immédiatement à l'inspecteur des installations classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire, indépendamment des dispositions de police prévues par le règlement général des industries extractives (R.G.I.E.)

### **Article 20 : Contrôles et analyses**

L'inspecteur des installations classées pourra demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions seront supportés par l'exploitant.

Il pourra demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

### **Article 21 : Enregistrements, rapports de contrôle et registres**

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté sont conservés durant toute la durée de l'exploitation à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui peut, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

## Article 22 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Grenoble.

- Pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où la présente a été notifiée.
- Pour les tiers, le délai de recours est fixé à six mois, à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au Préfet.

## Article 23 : Publication

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, est affiché à la mairie de Saulce Sur Rhône pendant une durée minimum d'un mois, avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la préfecture de la Drôme (Bureau de l'Urbanisme et de l'Environnement) le texte des prescriptions ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Un avis est inséré, par les soins du préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

## Article 24 :

La Secrétaire Générale du Département de la Drôme, le Maire de Saulce Sur Rhône et l'Inspecteur des Installations classées de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la Région Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée :

- au pétitionnaire,
- au maire de Saulce-sur-Rhône,
- au directeur régional de l'environnement,
- au directeur départemental de l'équipement,
- au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- au chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine,
- au directeur régional des affaires culturelles,
- au chef du service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile,
- au chef de groupe de la subdivision 26/07 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

Pour Copie conforme, l'Attaché  
Isabelle DUPERRAY LAJUS

Fait à Valence, le 14 NOV. 2006

La Secrétaire Générale  
chargée de l'Etat dans le  
Département

  
Marie-Paule BARDECHE